



JUSTICE MONDIALE

Automne 2015

Justice mondiale est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique et disponible en ligne à scfp.ca/justice-mondiale.

À L'INTÉRIEUR



THE DELTA NOW

P.2

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CANADO-COLOMBIEN

P.3

CRUDE GOLD VISE LES INVESTISSEURS CANADIEN DANS L'EXPLOITATION MINIÈRE

P.3

NOUVELLES EN BREF

P.4

Portrait d'une employée de maquiladora au Honduras



PHOTO: JULIÁN ARANGO OSORIO

MARGARITA TRAVAILLE À LA LA MANUFACTURE GILDAN, UNE MAQUILADORA APPARTENANT À DES INTÉRÊTS CANADIENS PRÈS DE CHOLOMA, HONDURAS

Margarita a 49 ans. Cette Hondurienne travaille à la manufacture Gildan, une maquiladora appartenant à des intérêts canadiens. Elle a cinq enfants et trois petits-enfants et habite près de Choloma. Native de San Pedro Sula, elle a passé toute sa vie dans cette région du Honduras. Margarita travaille dans les maquilas depuis 15 ans, et sa santé s'en ressent.

Ses problèmes de santé ont commencé en 2005. Elle s'est mise à avoir des douleurs au dos, aux épaules et au cou. Les mouvements répétitifs et les longs quarts de travail de Margarita, qui coud des collets de t-shirt, sont à l'origine de ces blessures. Dans une manufacture comme celle où travaille Margarita, on demande aux employées de coudre 6000

pièces de t-shirt par quart de 12 heures.

Après plusieurs rendez-vous chez son médecin, Margarita a fini par obtenir une déclaration d'état de santé stipulant que son employeur doit l'affecter à d'autres tâches. Maintenant,

Suite à la page 3

The DeltaNOW!

En 2013, Common Frontiers a envoyé une délégation d'observateurs des droits de la personne au Honduras pour surveiller les élections présidentielles. La délégation a parcouru le pays à l'écoute des communautés victimes des investissements miniers canadiens ou affectées par les zones de maquiladoras et le tourisme de masse. Le groupe était formé de représentants de syndicats, d'ONG, de groupes communautaires et d'institutions universitaires dont Peter Dawson, chargé de cours à l'Université York. De retour au pays, Peter, membre de la section locale 3903 du SCFP, a voulu mobiliser ses étudiants autour des défis du peuple hondurien. Plusieurs étudiants ont répondu à son appel, preuve que la solidarité entre travailleurs peut mener vers des actions positives et concrètes. C'est le cas de Christina Noudga, l'auteure du texte ci-dessous, qui a mis sur pied un organisme de soutien aux Garifunas, peuple issu du métissage entre les esclaves africains et les Autochtones du Honduras.



PHOTO: NPATTERSON VIA FLICKR (CC BY-NC-ND)

The DeltaNOW est un organisme de défense des droits de la personne dont les efforts se concentrent sur la préservation des droits des peuples autochtones.

Fondé en 2014, il s'inscrit dans un projet collaboratif d'intégration sociale à l'Université York. Notre groupe se compose de plusieurs personnes provenant de domaines d'études variés. Le premier projet sur lequel The DeltaNow a planché a été réalisé de concert avec l'Organisation fraternelle des Noirs du Honduras et Common Frontiers. Nous avons créé une campagne pour protéger la culture garifuna. Le Honduras est connu depuis longtemps comme étant le pays le plus meurtrier du monde. L'impunité y règne et menace l'existence de 23 communautés autochtones garifunas habitant le long

de ses côtes. Ce peuple se bat contre la corruption gouvernementale, les déplacements massifs et le génocide culturel. Au début 2015, The DeltaNOW a mené une campagne à la Commission de transport de Toronto (CTT) sur ce dossier controversé, afin de mettre en lumière le rôle des investissements canadiens qui facilitent indirectement les crimes contre les droits des peuples autochtones. The DeltaNOW a gagné du terrain au Honduras, ce qui a accru la prise de conscience sociale. Nous avons bien l'intention de continuer à concentrer nos efforts sur les injustices dont font l'objet les Garifunas du Honduras. ●

Justice mondiale est publiée trois fois l'an pour offrir aux travailleurs et à leurs conseillers un survol des efforts en matière de solidarité internationale entrepris par le fonds Justice mondiale et l'ensemble du SCFP.

Les numéros précédents sont disponibles en ligne au scfp.ca/justice-mondiale.

Il est possible de s'abonner à la version courriel de *Justice mondiale*. Visitez le scfp.ca/sabonner-aux-publications-du-scfp.

Liste des collaborateurs du numéro automne 2015 : Christine Noudga, Cheryl Stadnichuk, Kelti Cameron and Kathryn Janzen. Conception : Marnie Thorp

Pour proposer correctifs, questions, suggestions ou articles, écrivez à kcameron@cupe.ca.



SCFP / Syndicat canadien de la fonction publique

L'accord de libre-échange canado-colombien n'a pas amélioré les droits de la personne en Colombie

« En Colombie, il est plus facile de créer un groupe armé qu'un syndicat », a déclaré un employé des postes, en juillet, devant des syndicalistes du secteur public canadien.

Malgré une longue campagne au sein d'une entreprise privée de messagerie, son syndicat n'a recruté que 28 membres. D'autres militants ont raconté avoir vécu des cas semblables, où des militants ont été licenciés ou menacés. En Colombie, les multinationales de messagerie profitent depuis dix ans de la privatisation du secteur postal.

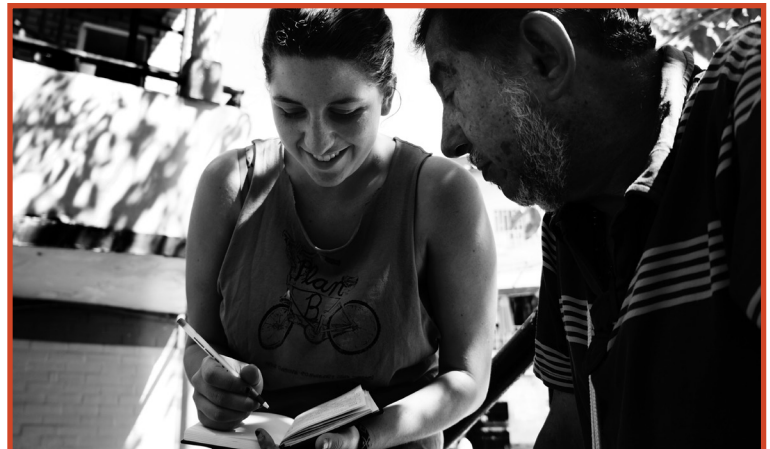
La Colombie a la mauvaise réputation d'être le pays le plus dangereux pour les syndicalistes. Depuis 1987, on y en a assassiné 2942. Le taux de syndicalisation a chuté de 17 à 4,9 pour cent.

L'intimidation, le mépris des droits syndicaux, la privatisation et la précarité croissante de l'emploi compliquent la survie des syndicats.

Or, en dépit des risques, les militants colombiens persistent et signent. Ils demeurent déterminés à défendre les droits des travailleurs et à lutter contre la privatisation des services publics.

« Vos visites sauvent des vies », a dit Yessica Hoyos du Collectif des avocats en droit du travail de la Colombie.

Alors que le Canada négociait un accord de libre-échange avec la Colombie, plusieurs Colombiens comme Yessica Hoyos ont été invités à témoigner des violations des droits de la personne devant un comité parlementaire canadien. Le gouvernement canadien a signé cet accord en 2011, en promettant d'évaluer annuellement la situation des droits de la personne en Colombie. ●



MONICA GUTIERREZ, MEMBRE DE LA SECTION LOCALE 79, ÉTAIT EN COLOMBIE L'ANNÉE DERNIÈRE POUR LE TOURNAGE DE *CRUDE GOLD*, UNE SÉRIE DE COURTS DOCUMENTAIRES METTANT EN LUMIÈRE LES PRATIQUES DE CINQ SITES D'EXPLOITATION MINIÈRE FINANCÉS PAR DES INTÉRÊTS ÉTRANGERS ET LIÉS À DES INVESTISSEURS CANADIENS.

Crude Gold vise les investisseurs canadien dans l'exploitation minière

***Crude Gold* est une série de courts documentaires mettant en lumière les pratiques de cinq sites d'exploitation minière financés par des intérêts étrangers, liés à des investisseurs canadiens. Chaque année, en Colombie, des dirigeants syndicaux, des militants et des membres de syndicats sont assassinés. De la même façon, des défenseurs des droits de la personne sont ciblés, menacés et assassinés en toute impunité, sans que les questions trouvent réponse. La grande majorité des crimes et des violations des droits de la personne liés au conflit armé sont concentrés dans les régions où se situent d'importants investissements miniers. Selon le Bureau du vérificateur général en Colombie, ces régions sont le théâtre de 78 pour cent des crimes contre les syndicalistes, et de 89 pour cent des violations des droits des peuples autochtones.**

Portrait d'une employée de maquiladora au Honduras

Suite de la page 1

elle trie les t-shirts avant leur étiquetage. Cette réaffectation, Margarita est l'une des seules à l'avoir obtenue. Plusieurs autres employées doivent

endurer leurs blessures pendant de nombreuses années, sans que le système médical ne les reconnaisse comme un accident de travail. Et, généralement, l'employeur ne donne pas suite aux rares demandes de réaffectation formulées par les médecins.


Depuis qu'elle est blessée, Margarita peine à prendre ses petits-enfants dans ses bras

ou à participer aux tâches ménagères qui sont devenus excessivement difficiles.

Margarita est bénévole au Collectif des Honduriennes (CODEMUH). Après avoir commencé à fréquenter cet organisme en 2006, elle est devenue coordonnatrice d'un groupe de femmes qui animent des ateliers sur divers sujets, comme les droits de

la personne et du travail, ainsi que la santé sexuelle et reproductive.

Justice Mondiale du SCFP est un partenaire du CODEMUH, un organisme qui cherche à transformer l'industrie des maquiladoras et qui lutte pour que le système de santé reconnaisse les blessures des travailleuses comme des accidents de travail. ●



NOUVELLES EN
BREF

1. Le Programme de développement pour l'après-2015 en péril Le mouvement syndical mondial s'est investi à fond de train dans les négociations entourant le financement du Programme de développement pour l'après-2015. Ce programme fait suite à la Déclaration du Millénaire des Nations Unies signée en 2000. Les syndicats y ont défendu les priorités des travailleurs comme la redistribution de la richesse, la restriction du pouvoir des multinationales, la fin de la privatisation des services publics, la diminution du nombre d'accords internationaux sur le commerce et les investissements, ainsi que la réglementation des institutions financières.

Des millions d'habitants de pays en développement vivent dans la pauvreté, et cela a entraîné une perte de confiance envers les multinationales et les institutions financières mondiales. Les négociations pour l'atteinte graduelle des objectifs de développement durable se poursuivent. D'ici à ce que nous réussissions, nous continuerons à montrer que les partenariats public-privé et les modèles de « financement mixte » ne sont d'aucune utilité pour protéger l'environnement et éradiquer la pauvreté.

2. Grève générale en Inde Le 2 septembre, les syndicats indiens ont organisé une grève générale pour s'opposer aux réformes des politiques économiques du pays. Les décisions anti-ouvrières, anti-citoyennes et pro-entreprises du gouvernement indien inquiètent les syndicats. Ceux-ci réclament que le gouvernement abandonne la privatisation du secteur public, qui pourrait engendrer une plus grande précarité d'emploi. Ils veulent également un nouveau salaire minimum, un accès universel à l'aide sociale, le retrait du nouveau régime de retraite et l'enregistrement obligatoire des syndicats dans les 45 jours suivant leur création.

3. Lutter pour sa survie Une crise se dessine en Europe, devant la recrudescence du nombre de réfugiés qui fuient les violences en Syrie, en Libye, en Somalie, en Afghanistan, au Pakistan, en Irak et en Afrique subsaharienne. Cette année seulement, environ 2500 personnes sont disparues ou ont perdu la vie en tentant d'atteindre l'Europe, estime le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Malheureusement, certains pays européens consacrent plus d'efforts à réprimer ces réfugiés parfois même par la force, qu'à s'attaquer aux problèmes que ceux-ci fuient.

4. Visite au Rassemblement national des grands-mères en Ouganda En octobre, le SCFP national participera à une délégation dirigée par la Fondation Stephen Lewis. Celle-ci assistera au Rassemblement national des grands-mères en Ouganda. Pendant trois jours, les partenaires communautaires de la Fondation réuniront près d'un millier de grands-mères ougandaises, et aussi kényanes et sud-africaines. Le but du Rassemblement est d'abord de s'encourager les uns les autres à vaincre la pandémie de VIH-sida. Puis, les délégués jetteront les bases d'un réseau de soutien afin de renverser la tendance du virus, autant à l'échelle communautaire qu'à l'échelle nationale.